



## DECLARATION PREALABLE SNPJS GT Plan National de Formation

9 AVRIL 2026

Une première remarque préalable, identique à celle que nous avons faite l'an dernier : ce GT pour étudier le projet de PNF 2026-2027 réunit de nouveau toutes les organisations syndicales du ministère de l'éducation nationale et de JS. C'est encore une réunion qui ne permettra pas d'aller au fond des choses et qui va frustrer tout le monde. Nous demandons une nouvelle fois des réunions de travail distinctes.

Avant de parler du contenu de l'offre de formation, nous souhaitons rappeler que celle-ci n'a de sens et de réalité que si elle s'accompagne d'une dotation budgétaire spécifique, pérenne et structurelle, et que si le droit à la formation des agents est respecté, en particulier sur le volet de la prise en charge des frais d'hébergement et de déplacement. La mise en place de référent Ecole Académique de Formation Continue (EAFC) dans les DRAJES est une avancée, mais les critères divergent encore d'une région à l'autre. Nous demandons qu'un bilan national soit fait à partir du bilan de chaque EAFC.

Nous rappelons aussi, comme nous l'avons fait les années précédentes, que les critères de nombre de stagiaires appliqués pour ouvrir une formation doivent tenir compte des différences d'échelle entre les champs Jeunesse et Sports et celui de l'éducation nationale. Nous constatons, sans en comprendre les justifications, que des formations sportives sont ouvertes en dessous du seuil des 15 stagiaires alors que celles du champ JEP sont systématiquement supprimées quand elles sont en-deçà de ce seuil. Pourquoi une telle différence de traitement alors même que les effectifs sur cham JEP sont moins nombreux ?

L'étude du tableau soulève un certain nombre de questions et de constats, en particulier sur l'orientation générale donnée à l'offre de formation. Et fort malheureusement ces constats sont les mêmes que l'an dernier.

Sur la présentation générale, nous nous questionnons sur le volume horaire très faible d'un certain nombre de formations. Nous corrélons ce constat à la confusion relevée par la CFDT entre formation, sensibilisation et information. Nous n'avons pas d'indication sur l'organisation en distanciel ou en présentiel, ce qui est d'importance puisque nous rappelons – comme cela a été défendu dans le champ sport – la plus grande qualité des formations en présentiel en termes d'implication et d'échanges entre collègues. Nous attendons de la DJEPVA qu'elle défende la même qualité de formation pour les agents du champ JEP.

**En ce qui concerne les contenus nous nous inquiétons de nouveau sur le sens donné à la formation continue.** Ainsi plus de la moitié des formations JEP relèvent d'aspects réglementaires, de contrôle, d'enquête et de dispositifs, au détriment de l'accompagnement pédagogique. Dans certaines formations, il y a un risque de scolarisation de l'éducation populaire. Les formations « métiers » s'amenuisent d'année en année : plus rien sur l'anthropologie sociale, les Activités Artistiques et Culturelles ; les pratiques numériques sont cantonnées à la FOAD ... A contrario, la mise en avant de l'« ingénierie territoriale » vient mettre à mal, par son approche globalisante, le travail pédagogique appuyé sur une expertise liée à la spécialité. Celle-ci faisant l'objet unique du travail du Lab métier, nous demandons à ce qu'elle soit sortie du PNF.

Les collègues qui portaient des formations reconnues dans l'approche métier ont abandonné, découragés par l'annulation des formations et l'absence de moyens pour construire pédagogiquement leurs formations et de soutiens logistiques dédiés.

Nous demandons un temps de travail dédié avec la DJEPVA pour comprendre et adopter des positions concertées sur le sujet des formations.